

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2830

[2010/204340]

**1^{er} JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 5, 7 et 8 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu les articles 4 à 9 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'article D.67, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement;

Vu l'avis 46.379/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités***Article 1^{er}.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :1^o "administration" : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;2^o "étude acoustique" : toute analyse par mesures, calculs ou modélisations, des incidences sonores provoquées ou subies par un projet;3^o "Ministre" : le Ministre de l'Environnement.**Art. 2.** L'agrément des laboratoires ou organismes visé par les articles 5 et 7 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit est accordé par le Ministre aux conditions fixées par le présent arrêté pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder cinq ans.**Art. 3.** L'agrément est accordé pour une ou plusieurs des quatre catégories suivantes :1^o mesures sonométriques de contrôle destinées à évaluer le respect des législations, des conditions générales, sectorielles, intégrales, particulières ou complémentaires qui sont imposées par un permis d'environnement, un permis unique, une déclaration ou tout autre autorisation, enregistrement ou permission, sans modélisation acoustique;2^o études acoustiques réalisées dans le cadre :

a) d'études destinées à évaluer le respect des législations, des conditions générales, sectorielles, intégrales, particulières ou complémentaires qui sont imposées par un permis d'environnement, un permis unique, une déclaration ou tout autre autorisation, enregistrement ou permission, et impliquant une modélisation acoustique;

b) d'études technico-économiques visées à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

c) d'une étude d'incidences sur l'environnement;

3^o études acoustiques réalisées dans le cadre de cartographies acoustiques et plans d'action réalisés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement;4^o vérification et contrôle des sonomètres et appareils de mesures acoustiques à l'exclusion de la vérification et du contrôle préalables à la mise sur le marché.CHAPITRE II. — *Critères conditionnant l'agrément**Section 1^{re}. — Exigences générales***Art. 4.** Le demandeur d'agrément établit qu'il dispose du matériel et des appareils décrits ci-après, disponibles en pleine propriété ou à tout autre titre lui conférant la disposition ou la jouissance continue :1^o un sonomètre classe 1 avec source étalon appropriée, conforme aux normes CEI 651 et CEI 804 ou à leur dernière révision. Ce sonomètre dispose des caractéristiques dynamiques FAST, SLOW et IMPULSE, de la pondération A, d'une dynamique de mesure de 20 à 120 dBA. Il doit pouvoir mémoriser les niveaux minimum et maximum, le niveau continu équivalent, le niveau fractile L95 et le niveau continu équivalent court sur une durée inférieure ou égale à 125 millisecondes. Le sonomètre doit pouvoir effectuer une analyse fréquentielle en tiers d'octave minimum avec stockage des multispectres en temps réel. La capacité de stockage minimale est de 50 000 données de niveau continu équivalent court et 50 000 multispectres. Les résultats sont transférables sur ordinateur;2^o un ordinateur;3^o un logiciel de dépouillement des résultats de mesures.**Art. 5.** Le demandeur d'agrément établit qu'il dispose, lui-même ou son personnel, d'une des compétences décrites ci-après :1^o l'un des membres du personnel possède un diplôme de Master en sciences appliquées.

Ce titre peut être un titre équivalent, antérieur à la délivrance du titre de Master.

Cette personne doit avoir suivi un cours spécifique en acoustique de minimum 30 heures, soit durant les études supérieures, soit durant une formation ultérieure.

Cette personne doit avoir une expérience de trois ans dans tout bureau, organisme ou service effectuant des études ou des mesures acoustiques;

2° un enseignement supérieur comprenant 3 années d'études supérieures spécifiques en acoustique, avec une expérience de trois ans dans tout bureau, organisme ou service effectuant des études ou des mesures acoustiques, est satisfaisant;

3° un diplôme de Master autre que sciences appliquées est satisfaisant, si la personne a suivi un cours spécifique en acoustique de minimum 60 heures, soit durant les études supérieures, soit durant une formation ultérieure et si elle possède une expérience de cinq ans dans tout bureau, organisme ou service effectuant des études ou des mesures acoustiques. Ce titre peut être un titre équivalent, antérieur à la délivrance du titre de Master et peut correspondre à quatre années d'études supérieures, s'il a été obtenu avant 2007.

Art. 6. Le demandeur d'agrément ni aucun membre de son personnel ne peut avoir d'intérêt direct dans une entreprise réalisant la fabrication ou le commerce de matériel destiné à réduire les nuisances sonores.

Section 2. — Exigences spécifiques à certaines catégories d'agrément

Art. 7. Les exigences complémentaires suivantes sont requises :

1° pour la catégorie 2° études acoustiques :

* un logiciel de modélisation acoustique;

2° pour la catégorie 3° études acoustiques dans le cadre de cartographies acoustiques et plans d'action :

* un logiciel de modélisation acoustique pouvant mettre en œuvre les méthodes d'évaluation telles que visées à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement;

* un logiciel de dessin et de géoréférencement, permettant de fournir les résultats des cartographies acoustiques notamment en format shapefile ou tout format équivalent;

* l'un des membres du personnel doit avoir une expérience d'un an dans l'utilisation d'un logiciel de dessin et de géoréférencement;

3° pour la catégorie 4° vérification et contrôle des sonomètres et appareils de mesures acoustiques :

* une chambre isolée présentant un niveau de bruit LAeq,1h inférieur à 15 dBA;

* un système de calibrage de référence, de type pistonphone.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi d'agrément

Art. 8. La demande d'agrément est introduite auprès du directeur général de l'administration, en deux exemplaires, au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est introduite six mois avant le terme de l'agrément en cours.

Art. 9. La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

1° les dénomination et adresse du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, son identification précise et l'adresse du greffe du tribunal de commerce où est tenu son dossier;

3° les titres, qualifications et références du demandeur, ou du personnel lié au demandeur par un contrat d'emploi ainsi que de ses sous-traitants éventuels;

4° les moyens techniques dont le demandeur dispose;

5° les catégories visées à l'article 3 pour lesquelles il sollicite l'agrément;

6° le cas échéant, un rapport d'activité succinct couvrant les trois dernières années et mentionnant la liste des études et travaux effectués dans les différents domaines de l'acoustique;

7° une déclaration sur l'honneur certifiant que le demandeur ni aucun membre de son personnel n'ont d'intérêt direct dans une entreprise réalisant la fabrication ou le commerce de matériel destiné à réduire les nuisances sonores.

Art. 10. La demande d'agrément est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 9.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 8, alinéa 1^{er};

2° si elle est déclarée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu par l'article 11, alinéa 2.

Art. 11. L'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de vingt jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'article 8.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les renseignements et documents manquants. Le demandeur dispose alors de vingt jours à dater de la réception de la décision visée à l'alinéa précédent pour fournir à l'administration les compléments demandés.

Ce délai est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Dans les vingt jours suivant la réception des compléments, l'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Art. 12. L'administration envoie au Ministre une proposition de décision dans les soixante jours à compter, suivant le cas, soit de l'envoi de sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande, soit à compter de l'expiration des délais visés à l'article 11, alinéa 1^{er} ou 3. Ce délai est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Art. 13. Le Ministre décide de l'octroi ou non de l'agrément et envoie sa décision au demandeur dans les trente jours à compter de la réception de la proposition de décision visée à l'article 12.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

La liste des agréments est publiée sur le site Internet de l'administration.

Art. 14. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 9, le titulaire de l'agrément est tenu d'en aviser sans délai l'administration.

CHAPITRE IV. — *Modification, suspension et retrait d'agrément*

Art. 15. L'agrément peut être modifié, retiré ou suspendu :

1° s'il y a lieu, en cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 9 qui serait de nature à le justifier;

2° lorsque les critères conditionnant l'agrément ne sont plus remplis;

3° lorsque les études et travaux sont jugés de qualité insuffisante ou ne témoignent pas, dans le chef du titulaire de l'agrément, de toute l'impartialité et l'objectivité requises pour l'exercice des missions pour lesquelles il a été agréé.

Art. 16. Dans les cas visés à l'article précédent, l'administration avise le titulaire de l'agrément de la possibilité de modifier, suspendre ou retirer l'agrément octroyé et lui communique, par lettre recommandée :

1° les motifs qui justifient la mesure envisagée;

2° que le titulaire de l'agrément a la possibilité d'exposer par écrit, conformément à l'article 18, ses moyens de défense, dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de la lettre recommandée, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander à l'administration la présentation orale de sa défense;

3° que le titulaire de l'agrément a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4° que le titulaire de l'agrément a le droit de consulter son dossier.

L'administration détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire de l'agrément est invité à exposer oralement sa défense.

Le Ministre décide de la modification, de la suspension ou du retrait de l'agrément dans les nonante jours à compter de l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. 17. La décision de retrait, de suspension ou de modification de l'agrément est notifiée au titulaire de l'agrément par lettre recommandée et publiée de la façon prévue à l'article 13, alinéa 2.

CHAPITRE V. — *Calcul des délais et modes de communication*

Art. 18. Les modes de communication suivants sont utilisés par :

1° lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2° recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° dépôt contre récépissé.

Lorsque le jour de la réception d'un acte constitue le point de départ d'un délai, il n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 19. Les laboratoires et organismes agréés font contrôler, tous les deux ans, au moins un sonomètre de référence et sa source étalon par un laboratoire agréé pour la catégorie 4 ou par un laboratoire possédant un agrément analogue dans une autre Région ou un autre Etat membre de l'Union européenne.

Art. 20. Les laboratoires et organismes agréés pour la catégorie 4 font contrôler chaque année leur système de calibrage de référence.

Art. 21. Le responsable du laboratoire ou de l'organisme agréé autorise, à tout moment, l'accès des locaux aux agents de l'administration.

Il communique aux agents de l'administration, sur demande, tous renseignements relatifs aux méthodes et aux techniques mises en œuvre.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 22. A l'article R.57 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Toute étude acoustique réalisée dans le cadre d'une étude d'incidences d'un projet sur l'environnement est effectuée par un laboratoire ou organisme agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit ».

Art. 23. A l'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots "visés à l'article 24, alinéa 2" sont remplacés par les mots "existants".

Art. 24. A l'article 26, § 2, du même arrêté, les mots "d'un organisme agréé sur base de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit" sont remplacés par les mots "d'un laboratoire ou organisme agréé sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit".

Les mots "par l'organisme agréé" sont remplacés par les mots "par le laboratoire ou organisme agréé".

Art. 25. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, les mots "à un organisme agréé en Région wallonne conformément à l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit" sont remplacés par les mots "à un laboratoire ou organisme agréé sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit."

Art. 26. L'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit est abrogé.

Art. 27. § 1^{er}. Toute agrément délivrée en vertu de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit vaut agrément au sens du présent arrêté, suivant la concordance suivante :

1° les agréments octroyés pour les missions visées à l'article 5, 2^o, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, valent agrément pour les missions visées à l'article 3, 1^o, 2^o et 3^o, du présent arrêté;

2° les agréments octroyés pour les missions visées à l'article 7 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, valent agrément pour les missions visées à l'article 3, 1^o et 4^o, du présent arrêté.

§ 2. La validité des agréations existantes qui ont été octroyées sans limite de durée ou pour une durée supérieure à cinq ans est limitée à une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les agréations existantes qui ont été octroyées pour une durée inférieure ou égale à cinq ans restent valables jusqu'au terme initialement fixé.

Art. 28. L'examen des dossiers en cours d'instruction lors de l'entrée en vigueur est poursuivi conformément à la procédure et aux conditions instaurées par l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit, sans que l'agrément délivré puisse toutefois excéder un terme de cinq ans.

Art. 29. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE

Formulaire de demande d'agrément en matière de bruit

A renvoyer à l'adresse suivante :

Directeur général, DGARNE
Avenue Prince de Liège 15
5100 Jambes

Cadre réservé à l'administration

Dossier n° :

Remarques :

1. Identification du demandeur :

Dénomination :

Adresse : rue n° : bte :

Code postal : Localité :

Commune :

Tél. bureau : Fax bureau :

Personne assurant la direction effective du laboratoire ou de l'organisme :

Nom, prénom :

Adresse : rue : n° : bte :

Code postal : Localité :

Commune :

Tél. bureau : Fax bureau :

Tél. privé : Tél. mobile :

2. Catégories d'agrément :

1° Mesures sonométriques de contrôle destinées à évaluer le respect des législations, conditions générales, sectorielles, intégrales, particulières ou complémentaires qui sont imposées par un permis d'environnement, un permis unique, une déclaration ou tout autre autorisation, enregistrement ou permission, sans modélisation acoustique;

2° Etudes acoustiques réalisées dans le cadre :

a) d'études destinées à évaluer le respect des législations, conditions générales, sectorielles, intégrales, particulières ou complémentaires qui sont imposées par un permis d'environnement, un permis unique, une déclaration ou tout autre autorisation, enregistrement ou permission, et impliquant une modélisation acoustique;

b) d'études technico-économiques visées à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

c) d'une étude d'incidences sur l'environnement;

3° Etudes acoustiques réalisées dans le cadre de cartographies acoustiques et plans d'action réalisés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement;

4° Vérification et contrôle des sonomètres et appareils de mesures acoustiques à l'exclusion de la vérification et du contrôle préalables à la mise sur le marché.

L'agrément est sollicité pour les catégories suivantes :

- 1°
- 2°
- 3°
- 4°

3. Renseignements à fournir en annexe :

- a) locaux disponibles (bureaux, laboratoires, salles acoustiques spécifiques), en distinguant :
 - locaux dont le demandeur est propriétaire;
 - locaux dont le demandeur est détenteur à tout autre titre lui en conférant la disposition ou la jouissance continue, en distinguant la durée de cette disposition ou jouissance continue;
- b) Matériel et appareillages disponibles, recouvrant le matériel acoustique et informatique, en distinguant :
 - matériel et appareillages dont le demandeur est propriétaire;
 - matériel dont le demandeur est détenteur à tout autre titre lui en conférant la disposition ou la jouissance continue, en distinguant la durée de cette disposition ou jouissance continue.
- c) Le cas échéant, logiciels acoustiques spécifiques;
- d) Titres, qualifications et références du demandeur ainsi que, le cas échéant, du personnel lié au demandeur par contrat d'emploi et de ses sous-traitants;
- f) Le cas échéant, un rapport d'activité succinct couvrant les trois dernières années et mentionnant la liste des études et travaux réalisés dans les différents domaines de l'acoustique.

4. Déclaration sur l'honneur :

Le demandeur certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus et fournis en annexe sont exacts et que ni lui-même ni aucun membre de son personnel n'ont d'intérêt direct dans une entreprise réalisant la fabrication ou le commerce de matériel destiné à réduire les nuisances sonores.

Date, nom, prénom et signature du demandeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit.

Namur, le 1^{er} juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2830

[2010/204340]

1. JULI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Artikel 5, 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

Aufgrund der Artikel 4 bis 9 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Artikels D.67, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm;

Aufgrund des am 13. Mai 2009 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 46.379/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° "akustische Studie": jede Analyse durch Messungen, Berechnungen oder Modellierungen der durch ein Projekt verursachten oder ertragenen Lärmauswirkungen;

3° "Minister": der Minister der Umwelt.

Art. 2 - Die in den Artikeln 5 und 7 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung erwähnte Zulassung der Laboratorien und Einrichtungen wird von dem Minister zu den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen für eine von ihm festgesetzte Dauer, die fünf Jahre nicht überschreiten darf, gewährt.

Art. 3 - Die Zulassung wird für eine oder mehrere der folgenden vier Kategorien gewährt:

1° Kontrolllärmmessungen, die dazu bestimmt sind, die Beachtung der durch eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung, eine Erklärung oder durch jede andere Zulassung, Eintragung oder Erlaubnis auferlegten Gesetzgebungen, allgemeinen, sektoriellen, integralen, besonderen oder zusätzlichen Bedingungen ohne akustische Modellierung zu bewerten.

2° akustische Studien, durchgeführt im Rahmen:

a) von Studien, die dazu bestimmt sind, die Beachtung der durch eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung, eine Erklärung oder durch jede andere Zulassung, Eintragung oder Erlaubnis auferlegten Gesetzgebungen, allgemeinen, sektoriellen, integralen, besonderen oder zusätzlichen Bedingungen zu bewerten, und die eine akustische Modellierung mit einschließen;

b) von in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe erwähnten technisch-wirtschaftlichen Studien;

c) von einer Umweltverträglichkeitsprüfung;

3° im Rahmen von akustischen Kartographien durchgeführte akustische Studien und im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm durchgeführte Aktionspläne;

4° Überprüfung und Kontrolle der Schallpegelmessgerätee und Schallmessgerätee mit Ausnahme der Überprüfung und Kontrolle, die der Vermarktung vorhergehen.

KAPITEL II — Bedingungskriterien für die Zulassung

Abschnitt 1 — Allgemeine Anforderungen

Art. 4 - Der Antragsteller für die Zulassung erbringt den Nachweis, dass er über das bzw. die nachstehend beschriebene(n) Material und Geräte verfügt, das bzw. die als Volleigentum oder in jeder anderen Eigenschaft, die ihm die ununterbrochene Verfügbarkeit oder ein ununterbrochenes Nutzungsrecht gewähren, verfügbar sind:

1° ein mit den Normen CEI 651 und CEI 804 oder mit ihrer letzten Revision übereinstimmender Schallpegelmessgerätee der Klasse 1 mit der geeigneten Eichquelle. Dieser Schallpegelmessgerätee verfügt über die dynamischen Kennlinien FAST, SLOW und IMPULSE, die Gewichtung A, die dynamische Messung von 20 bis 120 dBA. Er muss die Mindest- und Höchstpegel, den äquivalenten Dauerschallpegel, die Fraktile L95 und den kurzen äquivalenten Dauerschallpegel auf eine Dauer von höchstens 125 Millisekunden speichern können. Der Schallpegelmessgerätee muss mindestens eine Terzfrequenzanalyse mit einer Speicherung der Multispektren in Realzeit durchführen können. Die minimale Speicherkapazität beträgt 50 000 Daten von kurzen äquivalenten Dauerschallpegeln und 50 000 Multispektren. Die Ergebnisse können auf den Computer übertragen werden;

2° ein Computer;

3° eine Software für die Verarbeitung der Messergebnisse.

Art. 5 - Der Antragsteller für die Zulassung erbringt den Nachweis, dass er selbst oder sein Personal über eine der nachstehenden Kompetenzen verfügt:

1° eines seiner Personalmitglieder ist Inhaber eines Diploms des Masters in angewandten Wissenschaften.

Dieses Diplom kann ein gleichwertiges, vor der Ausstellung des Masterdiploms erhaltenes Diplom sein.

Diese Person muss entweder während des Hochschulunterrichts oder während einer späteren Ausbildung einen spezifischen Lehrgang in Akustik von mindestens 30 Stunden abgeschlossen haben.

Diese Person muss über eine dreijährige Erfahrung in einem Büro, einer Einrichtung oder einem Dienst verfügen, das/die/der akustische Studien oder Messungen durchführt;

2° ein Hochschuldiplom, das drei Studienjahre des Hochschulunterrichts in Akustik enthält, mit einer dreijährigen Erfahrung in einem Büro, einer Einrichtung oder einem Dienst, das/die/der akustische Studien oder Messungen durchführt, genügt;

3° ein anderes Masterdiplom als in angewandten Wissenschaften genügt, wenn die Person entweder während des Hochschulstudiums oder während einer späteren Ausbildung einen spezifischen Lehrgang in Akustik von mindestens 60 Stunden abgeschlossen hat und wenn sie über eine fünfjährige Erfahrung in einem Büro, einer Einrichtung oder einem Dienst verfügt, das/die/der akustische Studien oder Messungen durchführt. Dieses Diplom kann ein gleichwertiges, vor der Ausstellung des Masterdiploms erhaltenes Diplom sein und kann vier Studienjahren des Hochschulunterrichts entsprechen, wenn es vor 2007 abgeschlossen worden ist.

Art. 6 - Weder der Antragsteller noch eines der Mitglieder seines Personals darf ein direktes Interesse an einem Unternehmen haben, das für die Verringerung von Lärmbelastigungen bestimmtes Material herstellt oder in den Handel bringt.

Abschnitt 2 — Spezifische Anforderungen für bestimmte Zulassungskategorien

Art. 7 - Folgende zusätzliche Anforderungen sind notwendig:

1° für die Kategorie 2° akustische Studien:

* eine Software für akustische Modellierung;

2° für die Kategorie 3° akustische Studien im Rahmen von akustischen Kartographien und Aktionsplänen:

* eine Software für akustische Modellierung, durch die Bewertungsmethoden, wie sie in der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm erwähnt werden, durchgeführt werden können;

* eine Software für Zeichnungen und Georeferenzierung, durch die die Ergebnisse der akustischen Kartographien, insbesondere im Format Shapefile oder in jedem anderen gleichwertigen Format, geliefert werden können;

* eines der Personalmitglieder muss über eine einjährige Erfahrung in der Benutzung einer Software für Zeichnungen und Georeferenzierung verfügen;

3° für die Kategorie 4° Überprüfung und Kontrolle der Schallpegelmessgerätee und Lärmessgerätee:

* eine isolierte Kammer mit einem Schallpegel LAeq,1h unter 15 dBA;

* ein Referenzkalibriersystem des Typs Pistophon.

KAPITEL III — *Verfahren zur Gewährung der Zulassung*

Art. 8 - Der Zulassungsantrag wird beim Generaldirektor der Verwaltung in zwei Exemplaren mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage angegeben wird, eingereicht.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Zulassungsantrag sechs Monate vor Ablauf der laufenden Zulassung eingereicht.

Art. 9 - Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben:

1° Name und Anschrift des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre genaue Identifizierung und die Anschrift der Kanzlei des Handelsgerichts, in der ihre Akte geführt wird;

3° die Diplome, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers oder des durch einen Arbeitsvertrag an den Antragsteller gebundenen Personals, sowie seiner eventuellen Subunternehmer;

4° die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;

5° die in Artikel 3 erwähnten Kategorien, für die er eine Zulassung ersucht;

6° gegebenenfalls einen kurzen Tätigkeitsbericht, der die drei letzten Jahre deckt und der die Liste der in den verschiedenen Bereichen der Akustik durchgeführten Studien und Arbeiten angibt;

7° eine ehrenwörtliche Erklärung in der bescheinigt wird, dass weder der Antragsteller, noch eines der Mitglieder seines Personals ein direktes Interesse an einem Unternehmen hat, das für die Verringerung von Lärmbelästigungen bestimmtes Material herstellt oder in den Handel bringt.

Art. 10 - Der Zulassungsantrag ist unvollständig, wenn aufgrund des Artikels 9 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel 8 Absatz 1 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal hintereinander als unvollständig erklärt wurde;

3° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel 11 Absatz 2 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. 11 - Innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem die Verwaltung den Antrag in Anwendung des Artikels 8 erhält, übermittelt sie dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt die Verwaltung dem Antragsteller die fehlenden Auskünfte und Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über zwanzig Tage ab dem Erhalt des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Beschlusses, um der Verwaltung die geforderten ergänzenden Unterlagen zu übermitteln.

Diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Art. 12 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von sechzig Tagen entweder je nach Fall ab der Übermittlung ihres Beschlusses über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags, oder nach Ablauf der in Artikel 11 Absatz 1 oder 3 erwähnten Fristen einen Beschlussvorschlag. Diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Art. 13 - Der Minister beschließt darüber, ob die Zulassung gewährt wird oder nicht und übermittelt dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des in Artikel 12 erwähnten Beschlussvorschlags seinen Beschluss.

Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Liste der Zulassungen wird auf der Internet-Webseite der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 14 - Im Falle einer Änderung eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel 9 angegebenen Elemente ist der Zulassungsinhaber verpflichtet, die Verwaltung unverzüglich davon in Kenntnis zu setzen.

KAPITEL IV — *Abänderung, Aussetzung und Entzug der Zulassung*

Art. 15 - Die Zulassung kann geändert, entzogen oder ausgesetzt werden:

1° wenn sich eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel 9 angegebenen Elemente derart ändert, dass ein Entzug oder eine Aussetzung gerechtfertigt ist;

2° wenn die Bedingungskriterien der Zulassung nicht mehr erfüllt sind;

3° wenn die Studien oder Arbeiten qualitätsmäßig als unzureichend beurteilt werden oder wenn sie nicht den Nachweis der völligen Unparteilichkeit und Objektivität seitens des Zulassungsinhabers, die für die Ausübung der Aufgaben, für die er zugelassen wurde, erforderlich sind, erbringen.

Art. 16 - In den in dem vorhergehenden Artikel erwähnten Fällen setzt die Verwaltung den Zulassungsinhaber über die Möglichkeit in Kenntnis, die gewährte Zulassung zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen und übermittelt ihm per Einschreiben:

1° die Gründe, die die in Aussicht genommene Maßnahme rechtfertigen;

2° dass dem Zulassungsinhaber die Möglichkeit gegeben ist, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des Einschreibens seine Verteidigungsmittel gemäß Artikel 18 schriftlich vorzubringen und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei der Verwaltung zu beantragen, seine Verteidigung mündlich vorzutragen;

3° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, sich von einem Berater unterstützen oder vertreten zu lassen;

4° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, seine Akte einzusehen.

Die Verwaltung bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Zulassungsinhaber aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzutragen.

Innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1, 2° erwähnten Frist beschließt der Minister über die Abänderung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung.

Art. 17 - Der Beschluss zum Entzug, zur Aussetzung oder zur Abänderung der Zulassung wird dem Zulassungsinhaber per Einschreiben übermittelt und auf die in Artikel 13, Absatz 2 vorgesehene Weise veröffentlicht.

KAPITEL V — *Berechnung der Fristen und Mittel zur Bekanntgabe*

Art. 18 - Als Mittel zur Bekanntgabe werden benutzt:

1° Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

2° Verwendung jeder ähnlichen Form der Bekanntgabe, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;

3° Abgabe gegen Abnahmebescheinigung.

Wenn der Tag des Erhalts einer Urkunde der Ausgangspunkt einer Frist darstellt, ist dieser nicht inbegriffen.

Der Verfalltag ist in der Frist eingeschlossen. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, so wird der Verfalltag auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

KAPITEL VI — *Kontrolle*

Art. 19 - Die zugelassenen Laboratorien und Einrichtungen lassen alle zwei Jahre mindestens einen Referenzschallpegelmessers und dessen Eichquelle von einem für die Kategorie 4 zugelassenen Laboratorium oder von einem über eine ähnliche Zulassung in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat der europäischen Union verfügenden zugelassenen Laboratorium kontrollieren.

Art. 20 - Die für die Kategorie 4 zugelassenen Laboratorien oder Einrichtungen lassen jedes Jahr ihr Referenzkalibriersystem kontrollieren.

Art. 21 - Der Verantwortliche des zugelassenen Laboratoriums oder der zugelassenen Einrichtung erlaubt den Bediensteten der Verwaltung zu jeder Zeit den Zugang zu den Räumlichkeiten.

Er übermittelt den Bediensteten der Verwaltung auf deren Anfrage jegliche Auskünfte bezüglich der eingesetzten Methoden und Techniken.

KAPITEL VII — *Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 22 - In Artikel R. 57 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Jede im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung eines Projekts durchgeführte akustische Studie wird von einem Laboratorium oder einer Einrichtung durchgeführt, das bzw. die gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm zugelassen ist.»

Art. 23 - In Artikel 26 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe werden die Wörter "in Artikel 24, Absatz 2 erwähnten" durch das Wort "bestehenden" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 26 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "einer auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen" durch die Wörter "einem Laboratorium oder einer Einrichtung, das bzw. die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm zugelassen ist," ersetzt.

die Wörter "von der zugelassenen Einrichtung" werden durch die Wörter "von dem zugelassenen Laboratorium oder der zugelassenen Einrichtung" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm werden die Wörter "an eine gemäß dem Königlichen Erlass vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen in der Wallonischen Region zugelassene Einrichtung" durch die Wörter "an ein Laboratorium oder an eine Einrichtung, das bzw. die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm in der Wallonischen Region zugelassen ist," ersetzt.

Art. 26 - Der Königliche Erlass vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 27 - § 1 - Jede gemäß dem Königlichen Erlass vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen ausgestellte Zulassung gilt als Zulassung im Sinne des vorliegenden Erlasses gemäß folgender Übereinstimmung:

1° die für die in Artikel 5, 2° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung erwähnten Aufgaben gewährten Zulassungen gelten als Zulassungen für die in Artikel 3, 1°, 2° und 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Aufgaben;

1° die für die in Artikel 7 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung erwähnten Aufgaben gewährten Zulassungen gelten als Zulassungen für die in Artikel 3 1°, 2° und 4° des vorliegenden Erlasses erwähnten Aufgaben.

§ 2 - Die Gültigkeit der bestehenden Zulassungen, die ohne Dauereinschränkung oder für eine Dauer von mehr als fünf Jahren gewährt wurden, ist auf einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beschränkt.

Die bestehenden Zulassungen, die für eine Dauer von höchstens fünf Jahren gewährt wurden, bleiben bis zum ursprünglich festgelegten Verfallsdatum gültig.

Art. 28 - Die Untersuchung der sich im Laufe des Inkrafttretens in Bearbeitung befindenden Akten wird gemäß dem Verfahren und den Bedingungen, die durch den Königlichen Erlass vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung eingeführt wurden, weitergeführt, ohne jedoch dass die Zulassung einen Zeitraum von fünf Jahren überschreiten darf.

Art. 29 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE

Formular zur Beantragung einer Zulassung in Sachen Lärm

An folgende Anschrift zu richten:

Directeur général, DGARNE

Avenue Prince de Liège 15

5100 Jambes

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Akte Nr.:

Bemerkungen:

1. Identität des Antragstellers:

Bezeichnung:

Anschrift: Straße Nr.: BFK:

Postleitzahl: Ortschaft:

Gemeinde:

Tel. Büro: Fax Büro:

Person, die das Laboratorium oder die Einrichtung effektiv leitet:

Name, Vorname:

Anschrift: Straße Nr.: BFK:

Postleitzahl: Ortschaft:

Gemeinde:

Tel. Büro: Fax Büro:

Tel. Privat: Mobiltel.:

2. Zulassungskategorien:

1° Kontrolllärmmessungen, die dazu bestimmt sind, die Beachtung der durch eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung, eine Erklärung oder durch jede andere Zulassung, Eintragung oder Erlaubnis auferlegten Gesetzgebungen, allgemeinen, sektoriellen, integralen, besonderen oder zusätzlichen Bedingungen ohne akustische Modellierung zu bewerten;

2° Akustische Studien, durchgeführt im Rahmen:

a) von Studien, die dazu bestimmt sind, die Beachtung der durch eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung, eine Erklärung oder durch jede andere Zulassung, Eintragung oder Erlaubnis auferlegten Gesetzgebungen, allgemeinen, sektoriellen, integralen, besonderen oder zusätzlichen Bedingungen unter Einschließung einer akustischen Modellierung zu bewerten;

b) von in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Juli 4 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 2002. März 11 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe erwähnten technisch-wirtschaftlichen Untersuchungen;

c) einer Umweltverträglichkeitsprüfung;

3° Akustische Studien, durchgeführt im Rahmen von akustischen Kartographien und Aktionsplänen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm durchgeführt werden;

4° Überprüfung und Kontrolle der Schallpegelmesser und Schallmessgeräte mit Ausnahme der Überprüfung und Kontrolle, die der Vermarktung vorhergehen.

Die Zulassung wird für folgende Kategorien ersucht:

1°

2°

3°

4°

1. Auskünfte, die als Anlage beizufügen sind:
 - a) verfügbare Räume (Büros, Laboratorien, spezifische akustische Räume), wobei zu unterscheiden sind:
 - Räume, von denen der Antragsteller Eigentümer ist;
 - Räume, von denen der Antragsteller der Halter in jeder anderen Eigenschaft ist, durch die ihm die ununterbrochene Verfügbarkeit oder ein ununterbrochenes Nutzungsrecht gewährt wird, wobei die Dauer dieser fortwährenden Verfügung oder Nutznießung näher anzugeben ist;
 - b) verfügbare(s) Material und Geräte, die das akustische und EDV-Material umfassen, wobei zu unterscheiden sind:
 - Material und Geräte, von denen der Antragsteller Eigentümer ist;
 - Material, von denen der Antragsteller der Halter in jeder anderen Eigenschaft ist, durch die ihm die unterbrochene Verfügbarkeit oder Nutznießung gewährt wird, wobei die Dauer dieser fortwährenden Verfügung oder Nutznießung ein ununterbrochenes Nutzungsrecht anzugeben ist;
 - c) gegebenenfalls spezifische akustische Software;
 - d) Diplome, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers sowie gegebenenfalls des durch einen Arbeitsvertrag an den Antragsteller gebundenen Personals und seiner eventuellen Subunternehmer;
 - f) gegebenenfalls ein kurzer Tätigkeitsbericht, der die drei letzten Jahre deckt und der die Liste der in den verschiedenen Bereichen der Akustik durchgeführten Studien und Arbeiten angibt.

4. Ehrenwörtliche Erklärung:

Der Antragsteller bescheinigt auf Ehrenwort, dass die oben angegebenen und als Anlage beigefügten Auskünfte richtig sind und dass weder er, noch eines seiner Personalmitglieder ein direktes Interesse an einem Unternehmen hat, das für die Verringerung von Lärmbelästigungen bestimmtes Material herstellt oder in den Handel bringt.

Datum, Name, Vorname und Unterschrift des Antragstellers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Juli 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2830

[2010/204340]

1 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 5, 7 en 8 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Gelet op de artikelen 4 tot 9 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op artikel D.67, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaaï;

Gelet op het advies nr. 46.379/4 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "administratie": het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2^o "akoestisch onderzoek": elke analyse door metingen, berekeningen of modelleringen, van de geluidseffecten veroorzaakt of ondergaan door een project;

3^o "Minister": de Minister van Leefmilieu.

Art. 2. De erkenning van de laboratoria of lichamen bedoeld in de artikelen 5 en 7 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden door de Minister verleend voor een duur die hij bepaalt en die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 3. De erkenning wordt verleend voor één of meer van de vier volgende categorieën :

1^o controlegeluidsmetingen tot beoordeling van de naleving van de wetgevingen, de algemene, sectorale, integrale, bijzondere of aanvullende voorwaarden gesteld door een milieuvergunning, een eenmalige vergunning, een aangifte of elke andere machtiging, registratie of toestemming, zonder akoestische modellering;

2^o akoestische onderzoeken uitgevoerd in het kader van :

a) onderzoeken tot beoordeling van de naleving van de wetgevingen, de algemene, sectorale, integrale, bijzondere of aanvullende voorwaarden gesteld door een milieuvergunning, een eenmalige vergunning, een aangifte of elke andere machtiging, registratie of toestemming, die een akoestische modellering impliceren;

b) technisch-economische onderzoeken bedoeld in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

c) een milieueffectonderzoek;

3° akoestische onderzoeken gedaan in het kader van geluidsbelastingkaarten en actieplannen uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai;

4° verificatie en controle van de geluidsniveaumeters en geluidsmetingstoestellen, met uitsluiting van de verificatie en de controle die plaatsvinden voordat ze op de markt gebracht worden.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningscriteria*

Afdeling 1. — Algemene vereisten

Art. 4. De erkenningsaanvrager verklaart dat hij over het materiaal en de hieronder beschreven toestellen beschikt, in volle eigendom of in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het voortdurend genot verleent :

1° een geluidsniveaumeter klasse 1 met geschikte standaardbron, conform de normen IEC 651 en IEC 804 of de laatste herziening ervan. Die geluidsniveaumeter heeft de dynamische eigenschappen FAST, SLOW en IMPULSE, de weging A, een meetdynamiek van 20 tot 120 dBA. Hij kan de minimum- en maximumniveaus memoriseren, alsook het gelijkwaardige continu-niveau, het fractiel niveau L95 en het gelijkwaardige continu-niveau over een duur van 125 milliseconden of minder. De geluidsniveaumeter kan een frequentieanalyse uitvoeren in derde octaaf minimum, met opslag van de multispectra in reële tijd. Hij kan minstens 50 000 continu-niveau gegevens equivalent kort en 50 000 multispectra opslaan. De resultaten kunnen op een computer overgedragen worden;

2° een computer;

3° een software voor de verwerking van de meetresultaten.

Art. 5. De erkenningsaanvrager verklaart dat hijzelf of zijn personeel over één van de volgende kwalificaties beschikt :

1° één van de personeelsleden is in het bezit van een Masterdiploma in de toegepaste wetenschappen.

Dat diploma kan een gelijkwaardig diploma zijn, afgeleverd voor het Masterdiploma.

Die persoon heeft een specifieke cursus akoestiek van minstens 30 uren gevolgd, hetzij tijdens de hogere studies, hetzij bij een latere opleiding.

Die persoon heeft drie jaar ervaring opgedaan in een bureau, instelling of dienst die akoestische onderzoeken of metingen uitvoert;

2° een hoger onderwijs, met name drie jaar hogere specifieke studies akoestiek, plus drie jaar ervaring opgedaan in een bureau, instelling of dienst die akoestische onderzoeken of metingen uitvoert, is voldoende;

3° een Masterdiploma in een ander vak dan de toegepaste wetenschappen volstaat indien de persoon een specifieke cursus akoestiek van minimum 60 uren heeft gevolgd, hetzij tijdens de hogere studies, hetzij bij een latere opleiding, en indien hij vijf jaar ervaring opgedaan heeft in een bureau, instelling of dienst die akoestische onderzoeken of metingen uitvoert. Dat diploma kan een gelijkwaardig diploma zijn, dat voor het Masterdiploma is afgeleverd, en kan overeenstemmen met vier jaar hogere studies indien het voor 2007 is verkregen.

Art. 6. De erkenningsaanvrager en zijn personeelsleden mogen geen rechtstreeks belang hebben in een bedrijf dat materiaal ter beperking van geluidshinder produceert en in de handel brengt.

Afdeling 2. — Specifieke vereisten voor bepaalde erkenningscategorieën

Art. 7. De volgende aanvullende vereisten gelden voor :

1° categorie 2° akoestische onderzoeken :

* een software akoestische modellering;

2° voor categorie 3° akoestische onderzoeken in het kader van geluidsbelastingkaarten en actieplannen :

* een software akoestische modellering waarmee de beoordelingsmethodes toegepast kunnen worden zoals bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai;

* een software tekenen en georeferencing, waarmee de resultaten van de geluidsbelastingkaarten verstrekt kunnen worden, o.a. in het formaat shapefile of in elk gelijkwaardig formaat;

* één van de personeelsleden moet een jaar ervaring hebben wat betreft het gebruik van een software tekenen en georeferencing;

3° voor categorie 4° verificatie en controle van de geluidsniveaumeters en akoestische meettoestellen :

* een geïsoleerde kamer met een geluidsniveau LAeq,1h onder 15 dBA;

* een referentie-calibratiesysteem, type pistonfoon.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Art. 8. De erkenningsaanvraag wordt in twee exemplaren aan de directeur-generaal van de administratie gericht d.m.v. een formulier waarvan het model bij dit besluit gaat.

In geval van hernieuwing van de erkenning wordt de erkenningsaanvraag zes maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning ingediend.

Art. 9. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° als het om een rechtspersoon gaat, de nauwkeurige identificatie en het adres van de greffie van de handelsrechtbank waar zijn dossier bewaard wordt;

3° de diploma's, kwalificaties en referenties van de aanvrager of van het personeel gebonden aan de aanvrager door een arbeidscontract, alsook die van zijn eventuele onderaannemers;

4° de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;

5° de categorieën bedoeld in artikel 3 waarvoor hij de erkenning aanvraagt;

6° desgevallend, een beknopt activiteitenrapport betreffende de drie laatste jaren, met de lijst van de onderzoeken en werken uitgevoerd in de verschillende domeinen van de akoestiek;

7° een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat de aanvrager noch zijn personeelsleden een rechtstreeks belang hebben in een bedrijf dat materiaal ter beperking van geluidshinder produceert en in de handel brengt.

Art. 10. De erkenningsaanvraag is onvolledig als krachtens artikel 15 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze in strijd met artikel 8, eerste lid, wordt ingediend;

2° als ze twee keer onvolledig wordt verklaard;

3° als de aanvrager de gegevens of stukken niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel 11, tweede lid.

Art. 11. De administratie stuurt haar beslissing i.v.m. het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag naar de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de datum waarop ze de aanvraag overeenkomstig artikel 14 in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de administratie de aanvrager op de ontbrekende gegevens en stukken. De aanvrager beschikt over twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in het vorige lid, om de gevraagde aanvullende gegevens aan de administratie te richten.

Die termijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt de administratie haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd naar de aanvrager. Indien de aanvraag een tweede keer onvolledig bevonden wordt door de administratie, wordt ze onontvankelijk verklaard.

Art. 12. De administratie stuurt een beslissingsvoorstel naar de Minister binnen zestig dagen, te rekenen, al naar gelang van het geval, hetzij van de datum van verzending van zijn beslissing i.v.m. het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag, hetzij vanaf de vervaldatum van de termijnen bedoeld in artikel 17, eerste of derde lid.

Art. 13. De Minister beslist de erkenning al dan niet te verlenen en stuurt zijn beslissing naar de aanvrager binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beslissingsvoorstel bedoeld in artikel 18.

De erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De lijst van de erkenningen wordt bekendgemaakt op de Internetsite van de administratie.

Art. 14. In geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 15, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de administratie.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 15. De erkenning kan gewijzigd, opgeschort of ingetrokken worden :

1° als daar reden toe is, in geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 15, die zulks zou kunnen rechtvaardigen;

2° indien de erkenningscriteria niet meer vervuld zijn;

3° wanneer de onderzoeken en werken van onvoldoende kwaliteit geacht worden of in hoofde van de houder van de erkenning niet blijf geven van de vereiste onpartijdigheid en objectiviteit voor de uitoefening van de opdrachten waarvoor hij erkend werd.

Art. 16. In de gevallen bedoeld in het vorige lid stelt de administratie de houder van de erkenning op de hoogte van de mogelijkheid om de verleende erkenning te wijzigen, op te schorten of in te trekken en wijst ze hem bij aangetekend schrijven op het volgende :

1° de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° hij heeft de mogelijkheid om binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, overeenkomstig artikel 24 zijn verweermiddelen schriftelijk mee te delen en het recht om bij die gelegenheid de administratie erom te verzoeken zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen;

3° hij heeft het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;

4° hij heeft het recht om zijn dossier in te kijken.

De administratie bepaalt, in voorkomend geval, de dag waarop de houder van de erkenning erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

De Minister beslist over de wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning binnen negentig dagen, te rekenen van de vervaldatum van de termijn bedoeld in het eerste lid, 2°.

Art. 17. De beslissing tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning wordt aan de houder van de erkenning meegedeeld bij aangetekend schrijven en bekendgemaakt op de wijze bepaald bij artikel 19, tweede lid.

HOOFDSTUK V. — *Berekening van de termijnen en wijzen van mededeling*

Art. 18. De volgende wijzen van mededeling worden gebruikt :

1° ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° elke gelijksoortige formule die de verzend- en ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;

3° neerlegging tegen bericht van ontvangst.

Indien de dag van ontvangst van een akte de begindatum van een termijn is, wordt hij niet meegerekend.

De vervaldatum wordt in die termijn meegerekend. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum naar de volgende werkdag verschoven.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 19. De erkende laboratoria en instellingen laten om de twee jaar minstens één referentie-geluidsniveaumeter en de standaardbron ervan controleren door een laboratorium erkend voor categorie 4 of door een laboratorium dat over een gelijkwaardige erkenning beschikt in een ander Gewest of in een andere Lid-Staat van de Europese Unie.

Art. 20. De laboratoria en instellingen erkend voor categorie 4 laten jaarlijks hun referentie-calibratiesysteem controleren.

Art. 21. De verantwoordelijke voor het erkende laboratorium of de erkende instelling verschaft de agenten van de administratie altijd toegang tot de lokalen.

Hij verstrekt hen op verzoek alle gegevens over de toegepaste methodes en technieken.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. Artikel R.57 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Elk akoestisch onderzoek in het kader van een milieueffectonderzoek van een project wordt uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder ».

Art. 23. In artikel 26, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "Voor de in artikel 24, tweede lid, bedoelde inrichtingen" vervangen door de woorden "Voor de bestaande inrichtingen".

Art. 24. In artikel 26, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "van een inrichting erkend krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichtingen" vervangen door de woorden "van een laboratorium of een instelling erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder".

1° de woorden "door de erkende inrichting" worden vervangen door de woorden "door het erkende laboratorium of de erkende instelling".

Art. 25. In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai worden de woorden "door een in het Waalse Gewest erkende instelling uitgevoerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichtingen" vervangen door de woorden "uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder."

Art. 26. Het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichting wordt opgeheven.

Art. 27. § 1. Elke erkenning verleend krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichting geldt als erkenning in de zin van dit besluit in de volgende mate :

1° de erkenningen verleend voor de opdrachten bedoeld in artikel 5, 2°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, gelden als erkenning voor de opdrachten bedoeld in artikel 3, 1°, 2° en 3°, van dit besluit;

2° de erkenningen verleend voor de opdrachten bedoeld in artikel 7 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder gelden als erkenning voor de opdrachten bedoeld in artikel 3, 1° en 4°, van dit besluit.

§ 2. De geldigheid van de bestaande erkenningen die verleend werden voor onbepaalde duur of voor meer dan vijf jaar wordt beperkt tot een periode van vijf jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De bestaande erkenningen die verleend werden voor vijf jaar of minder blijven geldig tot de aanvankelijk vastgelegde vervaldatum.

Art. 28. Het onderzoek van de dossiers in behandeling bij de inwerkingtreding wordt voortgezet overeenkomstig de procedure en de voorwaarden opgelegd bij het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichting, waarbij de verleende erkenning niet langer mag lopen dan vijf jaar.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE

Aanvraagformulier tot erkenning inzake geluidshinder

Te richten aan volgend adres :

Directeur général, DGARNE

Avenue Prince de Liège 15

5100 Jambes

Vak voorbehouden aan de administratie

Dossier nr. :

Opmerkingen :

1. Identificatie van de aanvrager :

Benaming :

Adres : Straat : nr. : bus :

Postcode : Plaats :

Gemeente :

Tel. kantoor : Fax kantoor :

Persoon die de effectieve directie van het laboratorium of van de instelling waarneemt :

Naam, voornaam :

Adres : Straat : nr. : bus :

Postcode : Plaats :

Gemeente :

Tel. kantoor : Fax kantoor :

Privé tel. : Mobiele tel. :

2. Erkenningscategorieën :

1° Geluidsniveaumetingen met het oog op de beoordeling van de naleving van de wetgevingen, de algemene, sectorale, integrale, bijzondere of aanvullende voorwaarden gesteld door een milieuvergunning, een eenmalige vergunning, een aangifte of elke andere machtiging, registratie of toestemming, zonder akoestische modellering;

2° Akoestische onderzoeken in het kader van :

a) andere onderzoeken met het oog op de beoordeling van de naleving van de wetgevingen, de algemene, sectorale, integrale, bijzondere of aanvullende voorwaarden gesteld door een milieuvergunning, een eenmalige vergunning, een aangifte of elke andere machtiging, registratie of toestemming, met akoestische modellering;

b) technisch-economische onderzoeken bedoeld in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

c) een milieueffectonderzoek;

3° akoestische onderzoeken in het kader van geluidsbelastingkaarten en actieplannen uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 betreffende de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaaï;

4° verificatie en controle van de geluidsniveaumeters en geluidsmetingstoestellen, met uitsluiting van de verificatie en de controle die plaatsvinden voordat ze op de markt gebracht worden.

De erkenning wordt aangevraagd voor de volgende categorieën :

1°

2°

3°

4°

3. In bijlage te verstrekken gegevens :

a) beschikbare lokalen (kantoren, laboratoria, specifieke akoestische zalen), waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

— de lokalen waarvan de aanvrager eigenaar is;

— de lokalen die de aanvrager bezit in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het volle genot daarvan verleent, waarbij de duur van de beschikking of van het volle genot onderscheiden wordt;

b) Materiaal en beschikbare toestellen, met inbegrip van het akoestische en elektronische materiaal, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen :

— het materiaal en de toestellen waarvan de aanvrager eigenaar is;

— het materiaal dat de aanvrager bezit in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het volle genot daarvan verleent, waarbij de duur van de beschikking of van het volle genot onderscheiden wordt;

- c) desgevallend, specifieke akoestische softwares;
 d) diploma's, kwalificaties en referenties van de aanvrager, alsook, desgevallend, van het personeel dat door een arbeidscontract aan de aanvrager gebonden is, en van de onderaannemers;
 f) desgevallend, een beknopt activiteitenrapport betreffende de drie laatste jaren, met de lijst van de onderzoeken en werken uitgevoerd in de verschillende domeinen van de akoestiek.

4. Verklaring op erewoord :

De aanvrager verklaart op erewoord dat bovenstaande gegevens, die als bijlage bij dit besluit gaan, juist zijn en dat hijzelf noch zijn personeelsleden een rechtsreeks belang hebben in een bedrijf dat materiaal ter beperking van geluidshinder produceert of in de handel brengt.

Datum, naam, voornaam en handtekening van de aanvrager :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder.

Namen, 1 juli 2010.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2831

[2010/204283]

10 JUIN 2010. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 32 et le programme 02 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2010

Le Ministre-Président,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 10 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2010, notamment l'article 39;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement aux allocations de base 12.14, 40.04 et 52.04 et des crédits d'ordonnement aux allocations de base 33.04 et 61.02 du programme 02 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2010, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon des 4 et 11 septembre 2008, 23 octobre 2008, 30 avril 2009, 27 mai 2009 et 15 et 22 octobre 2009 dans le cadre de l'Interreg IV et des programmes Compétitivité régional et emploi et Convergence, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Interreg IV B Europe du nord ouest;

Axe 2 : Gestion durable des ressources naturelles et des risques naturels et technologies;

Intitulé : SCALDWIN;

Opérateur : SPW-DGO4-ARNE Eaux souterraines;

Allocation de base : 12.14.02;

Crédits d'engagement : 267.493,00 EUR;

Crédits d'ordonnement : 150.120,00 EUR;

Codification du projet : E IB 1 200000 093C B;

Intitulé : SCALDWIN;

Opérateur : SPW-DGO4-ARNE Cartographie;

Allocation de base : 12.14.02;

Crédits d'engagement : 97.500,00 EUR;

Crédits d'ordonnement : 49.000,00 EUR;

Codification du projet : E IB 1 200000 093C B;

Interreg IV A France-Wallonie-Vlaanderen;

Axe 4 : Dynamiser la gestion commune du territoire par un développement durable, coordonné et intégré du cadre de vie;

Mesure 4.1 : Gérer et valoriser conjointement les ressources naturelles et le cadre de vie dans un objectif de développement durable;

Intitulé : REDUGAZ;

Opérateur : FUNDP;

Allocation de base : 33.04.02;

Crédits d'ordonnement : 109.888,94 EUR;

Codification du projet : E IF 1 401FWA 0056 B;

Intitulé : ACVTEX;

Opérateur : CELABOR;

Allocation de base : 33.04.02;

Crédits d'ordonnement : 136.497,80 EUR;

Codification du projet : E IF 1 401FWA 0057 B;

Intitulé : ACVTEX;

Opérateur : FEDESTRIA;

Allocation de base : 33.04.02;